



NOTE SUR LES IMPLICATIONS DE LA PANDEMIE COVID-19 SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DE L'UNION DES COMORES

Analyse rapide et recommandations initiales

MAI 2020

1. Objet de la note

Depuis la fin de l'année 2019, le monde est confronté à une vaste pandémie due à un nouveau coronavirus, baptisée COVID-19 par l'OMS. Cette pandémie met à rude épreuve, non seulement les systèmes sanitaires des différents pays du monde, mais également l'ensemble de leurs secteurs de développement économique et social.

Les spécialistes prédisent **un fort ralentissement de la croissance mondiale en 2020** qui pourrait prendre les allures d'une crise économique et sociale dans les années à venir si la pandémie n'est pas maîtrisée dans les meilleurs délais. Au début du mois de mars, l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques) estimait que, dans le meilleur des cas, la croissance économique mondiale passerait de 2,9% à 2,5 % et que si la pandémie se généralisait et perdurait, le taux de croissance mondiale pourrait passer à 2%, voire même devenir négatif. **La Commission Economique pour l'Afrique de l'ONU (CEA/ECA) estime que l'économie africaine sera lourdement impactée par la pandémie et que son taux de croissance en 2020 ne sera, au mieux, que de 1,8% au lieu des 3,2% initialement prévus.** En ce qui concerne l'Union



des Comores, l'Institut National de la statistique et des Etudes économiques et Démographiques (INSEED) vient de réviser à la baisse ses prévisions sur le PIB pour l'année 2020 ramenant le taux de croissance à seulement 0,3% au lieu des 4,5% projetés avant la pandémie.

Même si à date, **l'Union des Comores a relativement été épargnée en nombre de cas de COVID-19**, l'impact indirect se fait déjà sentir de façon importante et dans la région, aucun pays n'a été épargné. **Les premiers cas de COVID-19 ont été annoncés**

dans le pays à partir du 30 avril. Depuis, le risque pour que la pandémie se propage dans le pays demeure élevé en raison du contexte propre aux Comores où les foyers comportent généralement plusieurs générations et aussi, mais pas seulement, en raison d'une faible disponibilité en eau pour la mise en œuvre des mesures d'hygiène requises. La présente note a pour objet de faire une analyse rapide de **l'impact et des implications de la pandémie pour les principaux secteurs du développement économique et social** de l'Union des Comores et de proposer des pistes d'actions. Il s'agit d'une analyse préliminaire qui donne une perspective initiale sur la situation. Elle sera accompagnée d'études plus approfondies, incluant des enquêtes pour mieux appréhender l'impact de la pandémie sur les conditions de vie de la population.

Le PNUD tient à remercier Dr. Matthias Naab, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, pour son leadership ainsi que l'équipe pays des Nations Unies aux Comores pour son soutien et sa contribution stratégique à la présente note.

2. Mesures préliminaires adoptées par les autorités face à la COVID-19 aux Comores

Bien que le pays ait été relativement épargné par la pandémie jusqu'à présent, les autorités ont adopté une série de mesures pour faire barrage à la COVID-19. Ainsi le 16 mars 2020, le Chef de l'Etat comorien s'est adressé à la population pour la **sensibiliser sur la lutte contre la pandémie et a annoncé la suspension de tous les rassemblements de personnes, y compris à l'occasion des mariages, des enterrements et des autres cérémonies officielles. Dans la foulée, le gouvernement a ordonné la fermeture des établissements scolaires et universitaires incluant les écoles coraniques, il a décrété l'interdiction des prières collectives dans les mosquées et autres lieux de culte et a instauré des horaires limités pour l'ouverture des marchés et un couvre-feu de 20h à 5h du matin.**

Parallèlement **des dispositions initiales ont été adoptées par le gouvernement pour soutenir la population et les entreprises face aux premiers effets de la pandémie.**

Il s'agit notamment des décisions suivantes :

- ◆ Rééchelonnement des créances et gel des agios, pour les emprunts impactés par la pandémie, ainsi que la réduction de 5 points du taux de réserve obligatoire durant 5 mois à compter du 1er avril 2020 ;
- ◆ Simplification des mesures douanières pour les importateurs avec la possibilité de dédouaner leurs marchandises en une journée ;
- ◆ Réduction des droits et taxes douanières de 30% pour les produits alimentaires, les médicaments essentiels, les produits et matériels d'hygiène ;
- ◆ Octroi d'une enveloppe spéciale aux entreprises publiques dont l'activité a été interrompue par la fermeture des aéroports, notamment COM'AIR ASSISTANCE, ANACM et ADC, pour leur permettre de faire face à la situation, notamment vis-à-vis de leurs employés ;
- ◆ Report de deux mois de la date limite pour le dépôt des liasses fiscales au 31 mai 2020 au lieu du 31 mars 2020 ;
- ◆ Interdiction à la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux (SONEDE) et à la Société Nationale d'Electricité des Comores (SONEC) de procéder à des coupures d'eau et d'électricité aux ménages ;
- ◆ Mise en place d'un système d'encadrement des prix des produits de première nécessité avec des unités composées d'agents de police et de fonctionnaires du Ministère de l'économie pour suivre sur le terrain l'augmentation des prix et prévenir une inflation injustifiée.

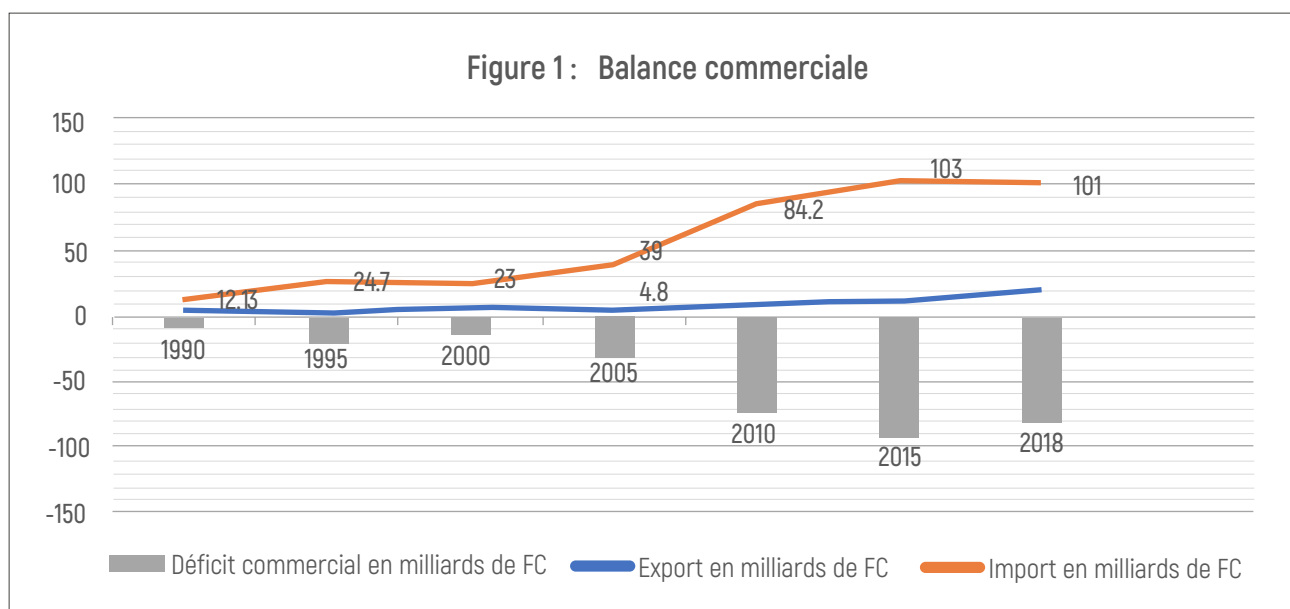
3. Impacts et implications de la pandémie sur le développement

3.1. Effets sur les échanges internationaux et les transferts de fonds de la diaspora

Les Comores, un PEID très dépendant des échanges commerciaux

L'Union des Comores est un **petit état insulaire en développement (PEID)** avec une économie ouverte, peu diversifiée donc très sensible aux chocs extérieurs. Les exportations sont concentrées sur trois produits; l'ylang-ylang, la vanille et le clou de girofle, qui ont représenté environ 70% des recettes d'exportation des dix dernières années et 90% en 2018. Pour la vanille, la prochaine campagne devrait s'ouvrir au mois de juin 2020.

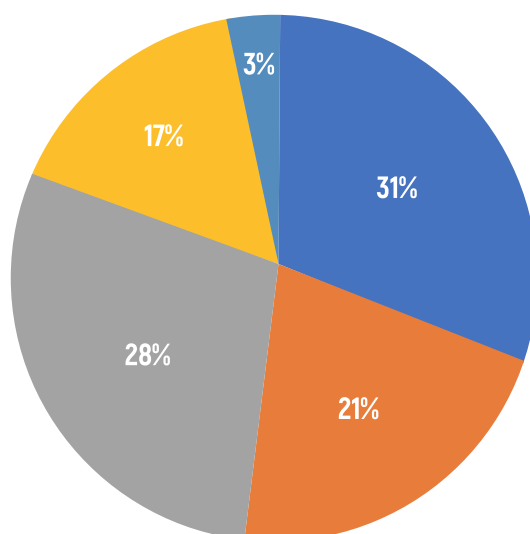
Le taux de couverture des importations par les exportations est très faible, seulement 17% en 2018 et la balance commerciale est structurellement déficitaire, d'environ 20% du PIB en moyenne sur les dix dernières années. En 2018, alors que les produits alimentaires ne représentaient que 3% des exportations comoriennes, ils constituaient, en revanche, 31% des importations. Ce qui dénote une grande insécurité alimentaire pour la population dont les besoins alimentaires sont couverts par les importations à hauteur de plus de 40%. La même année, les produits énergétiques, essentiellement les produits pétroliers, ont représenté 21% des importations du pays.



Source : Banque centrale des Comores (BCC)

Figure 2 : Répartition des importations en 2018

■ Produits alimentaires ■ Produits énergétiques ■ Biens d'équipement ■ Biens intermédiaires ■ Autres



Source : Institut Nationale de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED)

Impacts des échanges commerciaux sur l'économie du pays

Les **perturbations des circuits d'échanges mondiaux et les problèmes économiques** provoqués par la pandémie dans les pays importateurs constituent une grande menace pour les exportations de l'Union des Comores qui pourrait voir les quantités commandées et les prix de ses produits de rente baisser drastiquement, d'autant plus que l'Europe et l'Inde, principales zones d'exportation de ces produits, sont parmi les régions les plus affectées par cette pandémie.

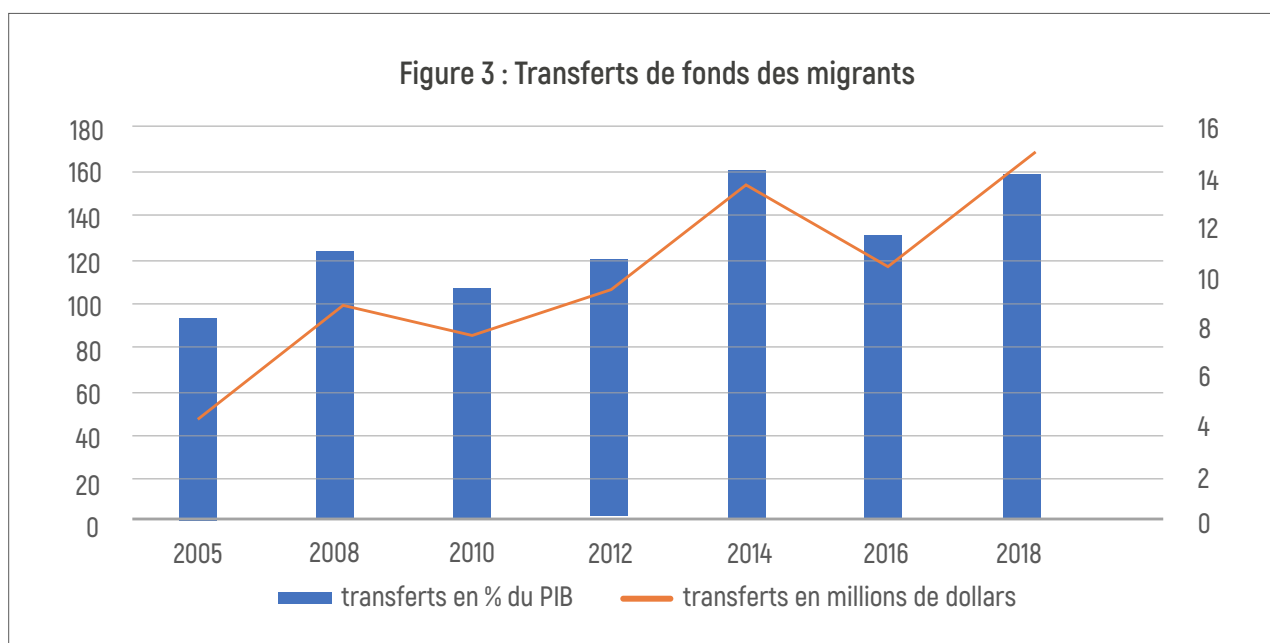
Tableau 1 : Principaux partenaires commerciaux des Comores 2018

	Pays	Parts en %
Exportations	1. France	35,9
	2. Inde	33,0
	3. Allemagne	8,6
	4. Emirats Arabes Unis	3,4
Importations	1. Emirats Arabes Unis	41,0
	2. Pakistan	11,3
	3. France	10,6
	4. Chine	8,3

Source : Banque Centrale des Comores (BCC)

Effets sur les transferts de fonds de la diaspora

À l'instar de la plupart des PEID, l'**Union des Comores bénéficie d'énormes envois de fonds de sa diaspora**, notamment celle installée en France. Le montant de ces transferts était estimé à 14% du PIB en 2018. Pour l'année 2018, la BCC estimait à 60 milliards de francs comoriens le montant des transferts privés vers les Comores dont l'essentiel provient des envois de fonds de la diaspora. Donc, outre le grand soutien que ces envois de fonds apportent aux ménages bénéficiaires, ils soutiennent beaucoup la balance des paiements de l'Union des Comores, confrontée à une balance commerciale structurellement déficitaire.



Source : World Bank DataBank

Selon la BAD, **en 2008, 95 % des envois de fonds de la diaspora proviennent de la France qui est l'un des pays les plus touchés par cette pandémie.** On peut donc supposer que le ralentissement de l'activité économique dans ce pays où la population est soumise à des mesures strictes de prévention de la COVID-19 (plans de confinement prolongé puis de déconfinement progressif) aura des **conséquences négatives sur les revenus des migrants et, par ricochet, sur ces transferts de fonds.**

3.2. Ralentissement de l'activité économique, pertes d'emplois et impact sur les revenus des ménages

Les perturbations que la pandémie induit sur les échanges mondiaux, notamment directement sur la **circulation des biens et des personnes, agissent négativement sur le commerce, qui est un secteur clé pour le développement du pays, comme nous l'avons vu précédemment.**

Effets sur l'agriculture

Le secteur agricole, qui est l'un des moteurs de l'économie comorienne (46% du PIB, 57% des emplois et presque la quasi totalité des recettes d'exportation), commence à ressentir les contrecoups de la crise induite par la pandémie.

Les dérèglements des circuits mondiaux de commercialisation et la baisse de l'activité économique dans les pays acheteurs des produits de rente comoriens rétrécissent les perspectives d'écoulement desdits produits sur le marché international. Ces filières de rente emploient une forte main d'œuvre, souvent non qualifiée, qui risque ainsi de voir disparaître leurs sources habituelles de revenus. Pour les cultures vivrières, elles pourraient pâtir rapidement de difficultés d'approvisionnement en intrants et autres semences qui sont, pour l'essentiel, importés.

En outre, les mesures restreignant la circulation des personnes par voie maritime pour endiguer la propagation de la COVID-19 entre les îles ont un impact sur les échanges de produits agricoles entre ces dernières. Cela entraîne des **pertes de revenus pour les paysans de certaines îles vivant de l'exportation de leur production sur les îles soeurs**, tout en privant ou en limitant la quantité sur les marchés des autres îles en produits alimentaires essentiels, avec les pressions haussières conséquentes que cela suppose sur les prix de ces denrées.



Effets sur le tourisme



Le tourisme, domaine phare du Plan Comores Emergent 2030 (PCE), subit de plein fouet les effets des mesures de restrictions imposées à la circulation des personnes et, à moyen terme, souffrira des conséquences du ralentissement de l'activité économique mondiale qui s'accompagne toujours d'une baisse de la demande touristique mondiale. **Même si la contribution du tourisme à l'activité économique est encore modeste en termes de poids dans le PIB (3 % selon la Banque Mondiale, 10 % selon World Travel & Tourism Council/ WTTC), notamment en raison d'une offre limitée, il faut s'attendre à une réduction des recettes en devises qui sera amplifiée par les ajournements/annulations des visites des membres de la diaspora.**

Ces derniers viennent avec des sommes importantes d'argent en cash qu'ils dépensent sur place pour acquérir de nombreux biens et services. De nombreuses pertes d'emplois sont déjà enregistrées dans le secteur du tourisme et son essor pourrait être brisé, à un moment où le pays déploie beaucoup d'efforts pour son développement, incluant sa récente adhésion à l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) et l'adoption d'un programme emblématique concernant ce sous-secteur dans le cadre du PCE.

Rétrécissement de la demande intérieure



L'impact de la pandémie sur l'activité économique sera importante au niveau de la demande intérieure, sur le court et moyen terme. En effet, la suspension des festivités coutumières, liées notamment aux grands mariages, conjuguée à l'annulation des voyages que les membres de la diaspora devaient effectuer au pays, va entraîner un **repli de la demande des produits alimentaires** qui sont massivement consommés à l'occasion des cérémonies afférentes.

Il en est de même en ce qui concerne les **matériaux de construction et autres biens d'ameublement** des maisons, très demandés pendant la période précédant les grands mariages. Les commerçants vont voir leurs chiffres d'affaires baisser et certains auront des difficultés à honorer leurs engagements auprès des institutions financières. En effet, la plupart des commerçants ont déjà acheté ou lancé leurs commandes en prévision de ces festivités de mariage mais aussi en prévision de l'importante demande habituelle de biens non alimentaires lors de la grande fête de fin du mois de Ramadan à la fin du mois de mai 2020. Ainsi, par ricochet, les banques et les institutions de microfinance pourraient être confrontées à des problèmes de solvabilité d'une partie de leur clientèle.

Effets sur les finances publiques

Les **finances publiques** du pays seront également mises à rude épreuve. D'une part, les recettes devraient baisser du fait du **ralentissement de l'activité économique**, notamment au niveau du commerce international, et de l'autre, les dépenses vont devoir augmenter pour **faire face à l'urgence sanitaire mais aussi pour financer les mesures d'accompagnement qui se mettent en place dans la lutte contre la COVID-19**. Les recettes fiscales qui constituent l'essentiel des recettes de l'Etat seront notamment amputées des diverses exonérations/réductions qui seront adoptées sur différentes taxes dans le cadre de la panoplie des mesures sociales que le gouvernement met en place.

Le marasme dans l'exportation des produits de rente et dans les importations **privera l'Etat d'une partie importante de ses recettes budgétaires** qui proviennent essentiellement des taxes douanières. Les dépenses publiques vont augmenter, notamment en matière de prise en charge sociale (réhabilitation des structures sanitaires, achats de médicaments, subventions aux structures touchées, équipements sanitaires etc.) en raison des dépenses imprévues que l'Etat doit engager pour faire face à l'épidémie. Cela va **accentuer le déficit budgétaire dont le financement reste une gageure pour le pays.**

Le Fonds Monétaire International (FMI) prévoit cette forte pression sur les budgets publics parmi les effets de la COVID-19 et a annoncé le déblocage de 50 milliards de dollars destinés en priorité aux pays d'Afrique. Une somme appelée probablement à être revue à la hausse au vu de l'impact attendu de la pandémie. Le conseil d'administration du Fonds a adopté des aménagements sur son fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (fonds fiduciaire ARC) pour permettre à l'institution d'accorder un allègement du service de la dette à ses pays membres les plus pauvres et les plus vulnérables, dont les Comores font partie.

Les difficultés budgétaires de l'Etat vont **amoindrir sa capacité, déjà très limitée, à investir sur fonds propres dans les infrastructures économiques.** On peut craindre donc un sous-financement des projets que le pays a retenus dans le cadre de son Plan Comores Emergent (PCE), d'autant plus que **les promesses de contributions enregistrées lors de la Conférence des partenaires au développement, tenue à Paris en décembre 2019, risquent de subir les contre-coups de la crise** liés à la pandémie mondiale. En effet, la crise mondiale risque de **peser négativement aussi bien sur l'aide au développement que sur les promesses d'investissement faites à l'occasion de ces assises.**

Effets sur les prix

Au niveau de l'inflation, le pays fera face à des situations variées. En effet, du fait de la **baisse de la demande**, certains produits vont voir leur prix stagner, voire même baisser notamment en ce qui concerne les produits de l'habillement par exemple. Pour les produits alimentaires, en revanche, on assistera à des **hausse de prix spéculatives du fait de la faiblesse de la production nationale qui ne s'est pas encore complètement remise des effets du cyclone Kenneth, conjuguée à la perturbation des circuits d'approvisionnement régionaux et internationaux induite par la COVID-19.**

En effet, l'essentiel des produits de base comme les légumes tubercules (pommes de terre et autres), à bulbe (oignons, échalotes, ail) ou graines (haricots, petits pois, lentilles) proviennent des pays voisins comme la Tanzanie et Madagascar déjà en prise à la COVID-19. Ces produits avaient déjà accusé une hausse de prix de 33% à la suite du passage du cyclone Kenneth dans le pays.

La même pression inflationniste pourrait s'exercer sur les produits carnés surgelés dont la presque totalité de la consommation est couverte par l'importation. Le mois de Ramadan (débuté en avril 2020) enregistre toujours une hausse de la demande de produits alimentaires et a amplifié la spéculation sur ces produits.

Par ailleurs, les perturbations des chaînes d'approvisionnements internationaux et la baisse de l'activité productive liée au confinement d'une partie de la population mondiale pourraient compliquer l'approvisionnement des Comores en produits intermédiaires requis par les entreprises. Une partie des activités de production locales (eau, jus, tôle, tuyauterie et autres), sera donc affectée par les pénuries et la hausse des prix des biens intermédiaires avec les risques de ralentissement de leurs activités ou tout simplement de faillite que cela suppose. Ceci est de nature à contribuer à une hausse du chômage et une perte conséquente de revenus pour une grande partie des ménages.

Effets sur les emplois et les revenus

C'est justement au **niveau de l'emploi et des revenus que la situation risque d'être la plus difficile.** En effet, outre les suppressions d'emplois dans les secteurs directement impactés comme le **tourisme, les transports et les manufactures utilisant beaucoup d'intrants importés ou le commerce**, les autres secteurs pourraient



aussi connaître des pertes d'emplois découlant d'une baisse importante de l'investissement aussi bien public, à cause des réallocations des ressources en faveur des secteurs sociaux de base, que privé, du fait des incertitudes découlant de la COVID-19. La situation pourrait devenir rapidement critique, avec la **crise que pourrait vivre le secteur informel** (déjà ébranlé par le retour des sempiternels problèmes d'électricité) à cause du **climat de peur qui va déprimer la propension même à travailler** dans certains domaines considérés comme à risque et de l'effet des mesures que le pays pourrait être amené à prendre pour lutter contre la COVID-19.

Il faut souligner que le secteur informel fournit une grande partie des emplois et des revenus dans le pays. D'après l'INSEED, les unités de production informelles sont à l'origine de **79,2% des emplois en Union des Comores et de la quasi-totalité des emplois féminins**. Les unités de production informelles sont concentrées dans le secteur primaire (38,7%) et le commerce (33,1%). L'Union des chambres de commerce et d'industrie des Comores estime que le secteur informel contribue pour 70% au PIB. Si le pays est conduit à décréter une restriction stricte des mouvements de la population, sur le modèle de ce qui se passe actuellement dans la plupart des pays dont des pays africains, **ce sont des centaines de milliers de personnes qui se retrouveront, du jour au lendemain, sans revenu, des milliers de familles incapables de subvenir à leurs besoins essentiels**. A cela, il faut ajouter le très probable rétrécissement des envois de fonds de la diaspora qui constituent une source importante de revenus pour la population.

En effet, les populations émigrées dont les pays de résidence, comme la France, sont confrontés à la pandémie, doivent faire face à des **dépenses personnelles additionnelles qui réduisent leurs marges de manœuvre pour assister leurs familles aux Comores**. En plus, la **suspension des voyages** entre ces pays et l'Union des Comores coupe un circuit important de ces transferts, à savoir par l'entremise de voyageurs. Ainsi tout plan de confinement ou de limitation des mouvements de la population devrait intégrer cette importante dimension de la précarité des sources de revenus de la majorité de la population et prévoir les mesures d'accompagnement idoines.

3.3. Impacts et implications sur les secteurs sociaux de base

On anticipe un impact important de la COVID-19 sur l'atteinte des ODDs, à la fois au niveau mondial mais aussi au niveau des Comores. La réponse à la pandémie a monopolisé l'attention politique, avec pour effet de ralentir le suivi des activités déjà programmées. Mais aussi, et bien que de nouvelles ressources ont été programmées, elle a eu pour résultat de contraindre les partenaires et le gouvernement à **réaffecter en urgence des fonds initialement prévus pour des secteurs clés du développement** pour répondre aux effets immédiats de la crise.

Un défi d'abord sanitaire

Les capacités d'accueil et la qualité des soins dans les établissements sanitaires publics sont très limitées, surtout avec la démolition de l'Hôpital de Référence National du pays basé à Moroni (El Maarouf) qui est en reconstruction. **Le système de santé fait déjà face à une demande accrue en soins à cause d'une autre épidémie (dengue) dépassant ses capacités de prise en charge**, surtout dans les zones les plus éloignées des grandes villes. **La plus grande partie de la population a recours au système privé de santé dont le coût est très élevé et souvent hors de portée de la majeure partie de la population**. Cette situation laisse craindre que certaines catégories de la population pourraient avoir de grosses difficultés à accéder à des soins de santé adéquats.

L'eau, au centre de la riposte contre la COVID-19



Le secteur de l'eau joue, sans conteste, un rôle crucial dans la bataille contre la COVID-19. Le lavage systématique des mains et l'assainissement sont une arme importante dans la prévention de la transmission du virus. Cela nécessite que l'eau soit disponible et accessible, en permanence, pour l'ensemble de la population. Or les statistiques montrent que l'accès à l'eau à domicile, même non vraiment potable, reste un privilège pour la population. Moins de 20% de la population accèdent à de l'eau potable. Dans ces conditions, on peut imaginer les limites que cela impose à l'opération « lavage des mains ».

Une partie de la population s'approvisionne auprès des vendeurs d'eau au jerricane ou au camion citerne à un **prix exorbitant** (100 litres pour plus de 2 euros). Il est difficile d'imaginer que cette catégorie de la population multiplie les lavages de mains autant de fois que nécessaire et **peut donc difficilement se conformer aux recommandations sanitaires**. Il y a lieu donc de **trouver des solutions rapides, même temporaires, pour étendre l'accès à l'eau à l'ensemble de la population, notamment en milieu urbain où le problème se pose avec le plus d'acuité**. Il pourrait être envisagé des méthodes alternatives pour le nettoyage des mains s'il en existe de plus accessibles et à moindre coût.

De même, l'**importance de l'eau pour le maintien de la propriété dans les maisons et pour l'assainissement**, éléments importants dans la bataille contre toute épidémie, n'est pas à démontrer. D'autant plus que la pandémie COVID-19 est doublée aux Comores d'une épidémie de dengue dont le vecteur est le moustique qui prolifèrent en **situation d'assainissement défaillant**. Le cas de Mayotte qui vit la double épidémie dengue et COVID-19 montre que la dengue fait le lit de la COVID-19 et amplifie ses effets en fragilisant les sujets atteints. **La disponibilité insuffisante en l'eau pourrait constituer la principale limite à la mise œuvre d'une opération de confinement général de la population.**

L'impact sur l'éducation

Partout dans le monde, l'**éducation est lourdement impactée par la pandémie**. Considérés comme de potentiels lieux de contamination massive, les établissements scolaires sont soumis à des restrictions extrêmes ou tout simplement fermés dans certains pays. Aux Comores, les autorités ont étendu les vacances scolaires actuelles jusqu'au 30 juin 2020 comme mesure conservatoire. Mais on peut imaginer que le gouvernement pourrait prolonger cette période de vacances pour une durée indéterminée en fonction de l'évolution de l'épidémie. Se posera alors la question de la scolarité des enfants pour l'année académique en cours et sa validité. Le défi est d'**imaginer des solutions novatrices qui permettraient aux enfants de pouvoir valider le dernier trimestre de l'année scolaire sans nuire, dans quelque mesure que ce soit, à l'efficacité de la lutte contre l'expansion de la pandémie**.

Ce ne sont là que quelques exemples des secteurs sociaux impactés par la crise, mais ils montrent les enjeux importants qu'a déjà la COVID-19 sur la réalisation des ODDs.

4. Recommandations préliminaires et perspectives

Comme décrit précédemment, **les autorités nationales ont commencé à prendre des mesures préventives pour minimiser les occasions d'introduction du virus et restreindre sa propagation.** Elles ont également pris des mesures pour réduire l'impact économique et pour soutenir la population et les entreprises.

Soutenir la disponibilité des produits essentiels

Ces mesures sont à saluer, d'autant plus qu'elles ont été prises en concertation avec le secteur privé qui doit jouer un rôle important dans la crise liée à la pandémie de la COVID-19. Sur cette lancée, le gouvernement aurait tout intérêt à **prendre les dispositions idoines pour sécuriser les approvisionnements du pays dans les domaines clés, identifiés en partenariat avec le secteur privé** face à la perturbation des circuits commerciaux internationaux et à la forte dépendance des Comores aux importations pour des produits essentiels (notamment les produits alimentaires, les produits énergétiques, les médicaments et autres produits d'hygiène).

Soutenir le tissu économique

Les autorités pourraient également envisager des actions vigoureuses pour **éviter le délitement du tissu économique national composé presque entièrement de micro, petites et moyennes entreprises (MPME)** dont la plupart sont déjà en difficultés, surtout les PME. Outre les mesures déjà prises et cités plus haut, l'Etat pourrait prendre des mesures d'**allègement fiscal et autre aide publique en faveur des entreprises touchées** par la crise moyennant, par exemple, le **maintien des emplois par ces dernières.** Les organisations du secteur privé ont également proposé au gouvernement de procéder à **un remboursement, même partiel, de la dette de l'Etat envers les entreprises créancières** pour donner une bouffée d'oxygène à leur trésorerie. Il est vrai que, compte tenu de la situation budgétaire de l'Etat, la faisabilité de telles mesures est grandement liée à l'appui que les partenaires du pays lui accorderont.

Renforcer le secteur de la santé

Cette note ne s'est pas focalisée sur les implications de la COVID-19 sur le secteur de la santé spécifiquement. Mais il va sans dire que ce secteur sera en première ligne face à la maladie. Or à l'heure actuelle, les **préoccupations et implications du Ministère de la Santé se sont concentrées sur la sensibilisation et les autres actions préventives, certes primordiales dans la lutte contre la propagation mais encore insuffisantes dans la prise en charge des malades et futurs malades.** Le pays est dans l'urgence d'**accélérer la mise en place de centres de soins disposant de plateaux techniques suffisamment équipés pour accueillir les cas de COVID-19, même avec complications, et de personnel qualifié dans le domaine.** Il pourrait notamment solliciter l'appui de pays qui disposent d'une expérience probante dans le domaine, notamment la Chine qui a offert son assistance au pays dans la lutte contre la COVID-19.

En parallèle, ce serait bénéfique pour le pays si le gouvernement trouvait un moyen de **renforcer ses capacités de test et de confirmation sur place des cas suspects,** car les moyens humains et techniques actuellement disponibles dans le pays sont trop insuffisants.

Un autre domaine d'une grande importance dans la lutte contre la COVID-19, comme pour toute épidémie, est la communication, en particulier la **communication institutionnelle et en direction de la population.** Toutes les composantes de la nation doivent se mobiliser et participer à la lutte contre la pandémie.

Mais pour cela, elles doivent être impliquées et il appartient à l'Etat de le faire en définissant et en assignant les rôles aux différents niveaux.

L'Etat pourrait aussi prendre des mesures énergiques, parfois difficiles, et **adopter les comportements pour susciter la confiance des populations et les amener à adhérer pleinement aux mesures qui sont/seront prises, ce qui garantira leur application**. Il s'agit notamment pour le gouvernement d'encadrer et de contrôler les prix de certaines denrées alimentaires, médicaments essentiels et autres services et produits de première nécessité. Il ne s'agit pas simplement de supprimer ou réduire des taxes sur ces produits ; l'Etat pourrait également s'assurer du respect des prix convenus avec les commerçants et les prestataires de services.

Atténuer les effets des mesures contre la propagation du virus

Il est également recommandé au Gouvernement d'**examiner et atténuer les effets négatifs de certaines mesures prises dans le cadre de la prévention de la pandémie**. Par exemple, le **commerce inter-îles des denrées alimentaires est gravement perturbé par la mesure de suspension de liaisons des voyages inter-îles par les petites embarcations rapides**. Ainsi, le transfert des produits agricoles alimentaires de Mwali vers les autres îles est très limité. Cela contribue à la hausse des prix de ces produits sur les marchés des deux autres îles et à la perte de revenus pour les paysans de Mwali.

Protéger les plus vulnérables

Il serait également utile d'accorder une **attention particulière aux populations vulnérables qui risquent de payer un lourd tribut en cas d'expansion de la COVID-19** dans le pays. Il s'agit notamment des femmes, des personnes vivant avec un handicap et des catégories de personnes qui pourraient basculer dans la pauvreté et la précarité du fait des conséquences de la pandémie. Pour ce qui est des femmes, en particulier, il faut notamment anticiper et prévenir les effets négatifs que pourraient avoir sur elles les mesures de confinement adoptées et/ou qui pourraient l'être. Parmi ces effets négatifs, on peut signaler les pertes de revenus liées au marasme que risque de connaître le secteur informel où travaille l'essentiel des femmes actives et la hausse potentielle des violences conjugales qui sont déjà observées dans d'autres pays où un confinement renforcé est instauré.

Par ailleurs, il est nécessaire d'entreprendre une **évaluation rapide de l'impact sur la santé et les moyens de subsistance de la population, en focalisant sur les groupes dont les moyens de subsistance sont les plus menacés**. Il est important d'identifier et de comprendre l'impact de la crise de la COVID-19 sur les moyens de subsistance des personnes déjà confrontées à des défis socio-économiques majeurs.

Coordonner efficacement la riposte

Enfin il est conseillé au gouvernement de se doter d'un **plan multisectoriel idoine** pour faire face efficacement à la pandémie, comprenant des mécanismes de coordination politiques et opérationnels efficaces. Ce plan devrait être accompagné d'un **réaménagement de l'actuel budget de l'Etat** pour soutenir les secteurs lourdement impactés par la crise tels l'hôtellerie, le transport et le tourisme et aussi pour apporter un appui bienvenu aux couches vulnérables de la population.

Ce plan établira clairement les besoins d'appui du pays en matériels et en assistance technique afin de les présenter à ses partenaires et mener le plaidoyer pour mobiliser les accompagnements requis, en tenant compte du fait que tous les autres pays, notamment les bailleurs, sont également concentrés sur les défis la COVID-19 pour leur propre population.




*Au service
des peuples
et des nations*

Fenella Frost

Représentante Résidente
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
Email : fenella.frost@undp.org
Mob.: +269 336 00 48 / +269 459 00 48

Attoumane Boina Issa

Economiste National Programme des Nations Unies
pour le Développement (PNUD)
Email : attoumane.boinaissa@undp.org
Mob. : +269 335 0999

 **PNUD COMORES**
Maison des Nations Unies
Hamramba BP 648
Moroni - Comores

 **UNDPComoros**
 **PNUD_Comores**
 **<https://www.km.undp.org>**